

Réponses aux Recommandations

VANUATU

Examen du Groupe de travail: 12 mai 2009
 Adoption en plénière: 25 septembre 2009

Réponses de Vanuatu aux recommandations:

Dans le rapport du Groupe de travail:	Dans l'Additif:	Pendant la plénière:	Recommandations en attente de réponse:	Résumé:
Pas de réponse, toutes les REC sont en attente de réponse	44 REC acceptées ; 1 en partie acceptée et rejetée ; 5 rejetées	Aucune information additionnelle	Aucune	Acceptées (A): 44 Rejetées (R): 5 Sans position claire (NC): 0 En attente de réponse (P): 0

Liste des recommandations contenues dans la Section II du Rapport du Groupe de travail A/HRC/12/14 :

« 56. Au cours du débat, les recommandations ci-après ont été adressées à Vanuatu. Ces recommandations seront examinées par l'État partie, qui présentera des réponses en temps voulu. Les réponses figureront dans le rapport final que le Conseil des droits de l'homme adoptera à sa douzième session:

A - 1. Continuer à respecter les obligations qui lui incombent en vertu des traités internationaux et envisager la possibilité (Algérie) d'adhérer à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Algérie, Azerbaïdjan, France, Japon, République tchèque) et au Protocole facultatif s'y rapportant (Azerbaïdjan, République tchèque) et poursuivre ses efforts en vue de ratifier rapidement ces instruments (Mexique);

R - 2. Dans l'esprit de la Conférence d'examen de Durban et de la résolution 9/12 du Conseil des droits de l'homme (Brésil), envisager (Algérie, Brésil) de ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Algérie, Azerbaïdjan, Brésil, France, Japon);

R - 3. Ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Azerbaïdjan, Japon, Pays-Bas);

A - 4. Ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption (Pays-Bas);

R - 5. Continuer d'envisager la possibilité de ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination

raciale et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Mexique); adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Azerbaïdjan);

A - 6. Veiller à l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de la Convention relative aux droits de l'enfant après les avoir ratifiées (Slovénie);

R - 7. Envisager d'adhérer au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Italie);

A - 8. Faire en sorte que la loi sur la protection de la famille soit rapidement mise en application (Australie); continuer à s'efforcer de consacrer suffisamment de ressources pour que cette loi soit effectivement appliquée (Pays-Bas);

A - 9. Continuer à incorporer les principes de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans sa législation interne (Canada, Italie); revoir sa législation interne (Azerbaïdjan) et prendre les mesures nécessaires pour la mettre en pleine conformité avec toutes les conventions des droits de l'homme auxquelles il est partie, et en particulier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Algérie, Azerbaïdjan) et la Convention relative aux droits de l'enfant (Azerbaïdjan) et mettre en oeuvre les recommandations formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à cet égard (Azerbaïdjan), évoquées aux paragraphes 4 et 15 de la compilation du Haut-Commissariat (A/HRC/WG.6/5/VUT/2) (Algérie); continuer de donner suite aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Italie); adopter de nouvelles mesures pour lutter contre la discrimination exercée à l'encontre des femmes et assurer à ces dernières l'égalité dans les faits, et prendre en compte pour cela les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Pays-Bas);

A - 10. Revoir toute la législation pertinente en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination ou de marginalisation des femmes (Canada) et modifier toutes les dispositions législatives qui perpétuent la discrimination et la marginalisation subies par les femmes (Autriche);

A - 11. Poursuivre ses efforts pour assurer l'égalité des droits entre les hommes et les femmes (Italie) et veiller à ce que l'égalité des femmes soit aussi reconnue dans les faits et non pas seulement dans sa législation (Canada);

A - 12. Mettre en place une stratégie pour faire en sorte que les droits de la femme soient défendus par le système judiciaire, conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Autriche);

A - 13. Envisager (Brésil) une révision de la législation sur l'âge minimum de la responsabilité pénale (Azerbaïdjan, Brésil) afin de la rendre pleinement conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant (Azerbaïdjan);

A - 14. Redoubler d'efforts pour assurer la mise en oeuvre de la Convention sur la protection des droits des personnes handicapées en modifiant la Constitution de manière à interdire la discrimination à l'égard des personnes handicapées et appuyer les activités des organisations de personnes handicapées dans ce domaine (Nouvelle-Zélande);

A - 15. Agir rapidement pour remédier aux deux problèmes évoqués au paragraphe 30 a) et b) du rapport national en modifiant la loi sur la représentation populaire (Ghana);

A - 16. Aller de l'avant et poursuivre les efforts en vue de la création d'une institution nationale de défense des droits de l'homme conformément aux Principes de Paris (Mexique, Royaume-Uni); envisager (Maldives) de créer une institution nationale de défense des droits de l'homme en application des Principes de Paris (Allemagne, Azerbaïdjan);

A - 17. Continuer à renforcer le rôle du Médiateur, notamment son aptitude à donner suite aux résultats de ses enquêtes, et redoubler d'efforts pour le doter de moyens financiers suffisants (République tchèque) et allouer davantage de fonds au Médiateur afin de lui permettre d'engager de véritables poursuites dans les cas de corruption (États-Unis);

A - 18. Associer les organisations de la société civile aux activités qui seront entreprises pour donner suite

au présent Examen (Royaume-Uni);

A - 19. Mener à tous les niveaux des activités d'éducation et de sensibilisation aux droits de l'homme de manière que tous les citoyens soient informés de leurs droits (Japon);

A - 20. Promouvoir des programmes de sensibilisation à l'importance de l'éducation des enfants et
R - envisager de sanctionner comme il convient les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école (Autriche);

A - 21. Poursuivre l'initiative consistant à désigner des responsables chargés de l'enfance au sein du Département des affaires féminines et redoubler d'efforts en vue d'assurer à tous les enfants du pays l'accès à l'enseignement gratuit et obligatoire (République tchèque);

A - 22. Adopter des mesures efficaces pour lutter contre la corruption (Azerbaïdjan);

A - 23. Intensifier sa coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales des Nations Unies (Mexique);

A - 24. Continuer à prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la discrimination exercée à l'égard des femmes, notamment sur le marché du travail et dans la vie politique où ces dernières sont insuffisamment représentées, en particulier en soutenant l'action du Conseil national des femmes (France);

A - 25. Prendre les mesures nécessaires pour prévenir la discrimination fondée sur le handicap, la situation économique, l'orientation sexuelle ou sur le fait de vivre avec le VIH/sida (Pays-Bas);

A - 26. Veiller à ce que la législation protégeant l'égalité des femmes l'emporte sur les pratiques coutumières qui sont contraires à ces principes (Canada); s'attaquer en priorité aux règles et aux coutumes discriminatoires à l'égard des femmes (Royaume-Uni); mettre en place une stratégie générale (Turquie) et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire évoluer ou disparaître les pratiques culturelles et les stéréotypes qui sont discriminatoires à l'égard des femmes (Azerbaïdjan, Turquie), notamment des mesures de sensibilisation, et veiller à ce que le droit de la famille reconnaisse aux deux époux les mêmes droits et les mêmes responsabilités (Azerbaïdjan);

A - 27. Prendre les mesures appropriées et continuer à oeuvrer pour améliorer les conditions dans les prisons et les centres de détention (Australie); examiner la situation dans les prisons et les centres de détention, en particulier celle des détenus mineurs (République tchèque) et autoriser les organisations de la société civile à se rendre dans ces établissements (République tchèque);

A - 28. Financer des activités de perfectionnement dans le domaine des droits de l'homme à l'intention des fonctionnaires de la police, des services de l'exécution des peines et de la justice; encourager une surveillance régulière des établissements de détention par des organismes indépendants et veiller à ce que les détenus aient accès sans délai à des moyens de recours utiles et à une protection en cas de violation de leurs droits (Nouvelle-Zélande);

A - 29. Veiller à ce que le Ministère de la justice et de la protection sociale procède sans délai à une enquête approfondie sur les allégations contenues dans le rapport des détenus et, le cas échéant, réformer ensuite les pratiques des fonctionnaires des services d'exécution des peines et de la police (États-Unis);

A - 30. Ne pas attendre pour appliquer toute recommandation de la commission d'enquête visant à protéger les droits des détenus (Canada);

A - 31. Renforcer le fonctionnement de ses institutions judiciaires et de son cadre institutionnel de défense des droits de l'homme, et promouvoir des activités concrètes de sensibilisation aux droits de l'homme, destinées en particulier aux juges et aux avocats mais aussi au grand public (République tchèque);

A - 32. Adopter un large éventail de mesures nouvelles pour lutter contre la violence familiale, en tenant compte des recommandations formulées à cet égard par les organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme (Pays-Bas); faire en sorte que tous les cas de violence familiale fassent l'objet d'une enquête sérieuse (Autriche); renforcer l'action de sensibilisation en mobilisant les organismes publics et en collaborant avec les organisations non gouvernementales féminines, pour dénoncer le caractère inacceptable de la violence familiale, informer les femmes de leurs droits et combattre les stéréotypes et les pratiques coutumières qui perpétuent cette violence (Nouvelle-Zélande);

A - 33. Veiller à ce que toutes les allégations de torture ou de mauvais traitements donnent lieu à une enquête sérieuse (République tchèque);

A - 34. Prendre toutes les mesures voulues pour lutter contre la violence subie par les femmes et adopter des dispositions législatives en vue de pénaliser ces actes de violence ainsi que les sévices sexuels (Azerbaïdjan); envisager d'activer les mesures pour s'attaquer au problème de la violence à l'égard des femmes sur plusieurs fronts, notamment en renforçant les campagnes de sensibilisation de la population (Malaisie);

A - 35. Dans le contexte du Plan national d'action en faveur des femmes pour 2007-2011 et de la loi sur la protection de la famille, envisager de sensibiliser la population à la lutte contre la violence familiale et de permettre à toutes les victimes de ce genre de violence de bénéficier d'une assistance juridictionnelle (Brésil);

A - 36. Adopter toutes les mesures nécessaires pour éradiquer la pratique des châtiments corporels au sein de la famille ainsi que dans le système de justice pour mineurs et veiller à ce que l'interdiction de ces châtiments soit bien respectée dans les établissements scolaires (Azerbaïdjan);

A - 37. Adopter des mesures supplémentaires pour garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire (Azerbaïdjan); renforcer encore les capacités, la neutralité et l'indépendance du pouvoir judiciaire (Allemagne);

A - 38. Modifier les règles de procédure judiciaire de sorte que les rapports du Médiateur soient plus aisément recevables devant les tribunaux (États-Unis);

A - 39. Poursuivre ses efforts pour autonomiser davantage les femmes et améliorer leur condition ainsi que leur participation à la vie politique (Algérie);

A - 40. Poursuivre ses efforts pour améliorer le système de santé, lutter contre les maladies, améliorer la santé maternelle et abaisser les taux de mortalité infantile (Algérie); poursuivre ses efforts pour faire reculer la mortalité maternelle et infantile (Azerbaïdjan); poursuivre, avec le nécessaire soutien de la communauté internationale, la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, afin de réduire les taux de mortalité infantile, d'améliorer la santé maternelle et de renforcer la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies (Maroc);

A - 41. Activer les efforts pour garantir l'accès à des services de santé et d'éducation de base qui soient de qualité, en particulier pour les personnes qui vivent dans des zones rurales isolées et les groupes vulnérables (Azerbaïdjan); envisager de s'occuper du problème des disparités dans la fourniture de services sociaux de base qui soient de qualité dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement et dans l'accès à ces services (Malaisie); continuer d'améliorer l'accès aux services de santé de base, en particulier pour les enfants (Philippines);

A - 42. Poursuivre ses efforts pour rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit en renforçant l'application de son plan national d'action en faveur de l'éducation pour tous (Algérie); prendre les mesures nécessaires pour instaurer l'accès universel à l'enseignement primaire et gratuit et rendre l'enseignement primaire obligatoire (Allemagne); poursuivre la politique engagée pour instaurer l'enseignement primaire gratuit (Philippines);

A - 43. Lutter plus efficacement contre les abandons scolaires, en particulier chez les filles (France); renforcer son plan d'éducation en vue d'améliorer la fréquentation scolaire des filles dans l'enseignement secondaire et de dispenser un enseignement secondaire de qualité dans les régions rurales (Canada);

A - 44. Demander à la communauté internationale et aux organisations pertinentes des Nations Unies l'assistance technique et financière nécessaire pour aider le Gouvernement à surmonter les difficultés et les contraintes énumérées aux paragraphes 98 à 107 du rapport national (Algérie); coopérer plus étroitement avec d'autres pays et avec des organes et des fonds des Nations Unies en vue d'accroître le nombre de programmes financiers et techniques, destinés à renforcer les capacités de Vanuatu dans le domaine des droits de l'homme (Mexique);

A - 45. Adhérer au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et à la Convention contre la

torture, grâce au bon usage de l'assistance technique du Haut-Commissariat (Japon);

A - 46. Continuer à solliciter le soutien des membres de la communauté internationale des donateurs pour renforcer ses capacités, de manière à obtenir en particulier des améliorations à la situation des droits économiques et sociaux de la population (Malaisie); solliciter une assistance technique auprès des institutions et des programmes pertinents des Nations Unies et conclure des partenariats avec d'autres pays intéressés en vue d'améliorer le système de santé, de lutter contre les maladies, d'améliorer la santé maternelle et d'abaisser les taux de mortalité infantile (Algérie);

A - 47. Mobiliser la communauté internationale autour des principaux pays industrialisés, pour aider à promouvoir et à protéger les droits de l'homme à Vanuatu, en ramenant les émissions de gaz à effet de serre à des niveaux «acceptables» et compatibles avec la pleine jouissance des droits de l'homme et en finançant des mesures d'adaptation afin d'aider Vanuatu à faire face aux changements climatiques déjà en cours (Maldives); avec le soutien et la coopération de la communauté internationale, renforcer ses capacités de réaction efficace en cas de catastrophes naturelles et d'adaptation face aux difficultés engendrées par les changements climatiques (Philippines);

A - 48. Dans la perspective de créer une institution nationale de défense des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris, solliciter l'assistance du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (Mexique); à l'appui de l'engagement de créer une telle institution, solliciter le soutien et l'assistance techniques nécessaires auprès de la communauté internationale (Maroc).

Avertissement: Cette classification n'est pas officielle, elle repose sur les documents des Nations Unies et sur le webcast. Si vous avez des questions et/ou des commentaires, veuillez écrire à info@upr-info.org